

Dans ce numéroEau et environnement

- WaterDome : animation du pavillon francophone au Sommet de Johannesburg.

Genre et eau

- Compte rendu du deuxième cycle de la Conférence électronique.

Eau potable et assainissement

- Participation du secteur privé à l'exploitation d'un réseau d'AEP au Ghana.

Gestion et maintenance des équipements

- Concevoir et utiliser des outils de gestion technique.

Eau et environnement en Méditerranée

- Symposium « La ville et l'eau » organisé par l'Institut méditerranéen de l'eau.

## éditorial

## De Johannesburg à Kyoto

L'annonce faite au Sommet du développement durable à Johannesburg (août-septembre 2002) de réduire de 50 % la part de la population qui n'a pas accès à l'eau potable et l'assainissement à l'horizon 2015 est un défi que les seuls gouvernements ne sont pas en mesure de relever.

Les forces vives de la société dans son ensemble (ONG, collectivités, entreprises, etc.), du Nord comme du Sud, doivent être mobilisées si nous voulons rendre crédible la volonté d'atteindre cet objectif.

Si les mesures envisagées par les États en matière de développement durable ont généralement déçu, les engagements pris en matière d'amélioration à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont porteurs d'espoir.

À l'instar des déclarations du Président de la République française, de nombreux responsables, tant politiques que techniques, ont affiché une réelle ambition de réduction des inégalités d'accès aux services essentiels.

Cette mobilisation ne sera efficace que si de nouveaux outils techniques et financiers sont rendus disponibles. En effet, cette population qui n'a pas accès à l'eau est paradoxalement exclue, de part son non-raccordement à un quelconque service, de toute aide actuellement mise en place. Il est donc nécessaire de résolument réorienter les outils financiers existants vers ces populations pauvres qui sont à majorité rurales ou habitantes de petits centres en pleine expansion.

Dans ces contextes, les solutions techniques et organisationnelles légères et maîtrisables localement doivent focaliser les efforts. Ces techniques existent, elles doivent être mieux connues et bénéficier d'incitations financières, comme des subventions ou des exonérations fiscales. Le troisième Forum mondial de l'eau qui se tient à Kyoto en mars 2003 est l'occasion de développer et faire connaître les initiatives concrètes menées par le milieu francophone.

Ces initiatives ne prendront toute leur ampleur que si elles sont réellement partagées et comprises par tous tant en Europe qu'en Afrique et en Méditerranée.

- Pierre-Marie Grondin, directeur du pS-Eau.

# Nouvelles de l'association

## De nouvelles adhésions

L'association se développe et nous comptons maintenant quatre-vingts membres (organismes et personnes physiques) investis dans la réussite de son action.

Nous souhaitons que vous fassiez connaître le pS-Eau et son programme, afin d'encourager d'autres organismes à nous rejoindre. Les modalités d'inscription sont facilement accessibles sur notre site : [www.pseau.org /presentation](http://www.pseau.org/presentation).

## Une équipe renforcée

Lors de cette rentrée, le pS-Eau a recruté trois emplois jeunes sur de nouveaux champs de travail à développer :

- En Méditerranée, Christophe Brossé, sous la responsabilité de Patrice Burger est chargé du développement de l'offre d'information et de réponses aux questions des membres du réseau.

- Vis-à-vis des migrants, Déborah Galliot, que certains connaissent déjà bien par le stage qu'elle

Le pS-Eau a considérablement renforcé ses activités en matière de formation et de participation aux grands débats internationaux.

Sans perdre de vue son objectif premier de renforcement de la coopération décentralisée et non gouvernementale, il donne ainsi plus d'ouverture aux actions menées par ses membres.

a effectuée au PMIE, va lancer un nouveau programme d'action en faveur des initiatives économiques des migrants.

- Enfin, Denis Désille, de retour d'Afrique, va développer l'offre télématique du pS-Eau et appuyer les activités de transfert de compétences au sein du Bassin Fleuve Sénégal.

Nous souhaitons la bienvenue à ces trois jeunes qui apporteront sans nul doute de nouvelles idées au sein du programme.

## Appel à articles

Pour alimenter le contenu de la Lettre du pS-Eau, n'hésitez pas à nous envoyer vos projets d'articles relatifs à l'eau potable, l'assainissement, les aménagements hydrauliques, l'eau et le développement durable, etc. ainsi qu'à vos expériences dans ces différents domaines.

Vous pouvez nous les adresser à : [pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)

- Guillaume Aubourg, coordinateur de publication

# Sommaire

## EAU ET ENVIRONNEMENT

3. Johannesburg, 28 août-3 septembre 2002  
**Accès à l'eau pour tous : Solidarité, Dialogue, Engagement**

## GENRE ET EAU

6. Genre et eau francophone  
**Compte rendu du deuxième cycle de la Conférence électronique**

## EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

8. Étude de cas : Bekwai, Ghana  
**Participation du secteur privé dans l'exploitation de réseaux d'alimentation en eau potable**
10. Un dispositif de stockage et de puisage d'eau toujours d'actualité  
**Le Poste d'Eau Potable « PEP »**

## GESTION ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

11. Étude de capitalisation et élaboration d'outils  
**Des outils appropriés pour renforcer la gestion technique des petits réseaux**

## EAU ET ENVIRONNEMENT EN MÉDITERRANÉE

12. Note de synthèse  
**Le Symposium international de l'IME du 26 septembre 2002 à Marseille**

## LES INFOS DU PS-EAU

13. Lectures / Événements / Multimédia
14. Emplois
16. Organismes

La lettre du pS-Eau, outil d'échanges et de débats, est à la disposition de nos lecteurs. N'hésitez pas à nous faire parvenir le récit de vos expériences, ou toute autre information intéressant le domaine de l'eau et du développement.

Johannesburg, 28 août-3 septembre 2002. Le pavillon francophone dans le WaterDome.

# Accès à l'eau pour tous : Solidarité, Dialogue, Engagement

**Du 26 août au 4 septembre 2002 s'est tenu à Johannesburg (Centre de conférence de Sandton) le Sommet mondial du développement durable. Organisé par les Nations unies suite à des rencontres préparatoires, il visait à l'élaboration collective d'un Plan d'action comportant des objectifs chiffrés dans tous les domaines du développement durable et à l'engagement des États pour le mettre en œuvre.**

En toile de fond, il s'agissait de dresser l'inventaire des avancées réalisées depuis Rio, il y a dix ans, mais surtout de poursuivre et renforcer les efforts pour relever un des défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle : améliorer les conditions de vie des populations, et tout particulièrement des plus démunis, tout en protégeant l'environnement.

Parmi les sujets qui ont été abordés, l'eau reste un point de débat critique ; en effet, un habitant sur cinq n'accède pas à une eau saine et un habitant sur deux ne dispose pas de moyens d'assainissement convenables.

À l'initiative des Néerlandais et de l'Africa Water Taskforce, un espace a été organisé parallèlement au sommet officiel : le WaterDome, du 28 août au 3 septembre 2002, pour approfondir les questions relatives à ces défis et s'assurer que l'eau soit un sujet fort de Johannesburg. Ce site d'exposition et de conférence a constitué un point de rencontres pour toutes les organisations, tant publiques que privées, travaillant dans le domaine de l'eau. Un comité d'organisation a été mis en œuvre par l'Africa Water Taskforce et présidé par le directeur général du département des Affaires de l'eau et des forêts d'Afrique du Sud.

Outre le centre de conférence de Sandton et le WaterDome, deux autres sites majeurs constituaient le sommet : le site de l'Ubuntu Village, qui accueillait les acteurs privés et publics du développement durable, et le site du Nasrec, qui accueillait les ONG et divers mouvements d'opinion de la société civile.

## **Le Comité français pour le Sommet mondial du développement durable, groupe « Eau »**

Afin de faciliter et coordonner la contribution des acteurs français au Sommet mondial du développement durable, un Comité français pour le Sommet mondial du développement durable, rassemblant des représentants de ces différents acteurs, avait été mis en place. Ce comité, placé auprès du Premier Ministre, était présidé par Michel Mousel.

Au sein de ce comité, treize thèmes prioritaires ont été identifiés : le premier d'entre eux fut « l'eau ». Pour chacun de ces thèmes, un groupe de travail a été constitué. Le groupe « Eau » était présidé par le pS-Eau, l'Agence de l'eau Seine-Normandie en assurant le secrétariat. Les travaux de ce groupe depuis mars 2002 ont permis de :

- contribuer à la réussite d'une initiative européenne pour Johannesburg dans le contexte d'un relatif insuccès de la 3<sup>e</sup> réunion préparatoire (Prep Com 3) à New York ;
- faciliter la présence physique des acteurs francophones de l'eau à Johannesburg ;
- élaborer une Charte d'engagement pour l'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- faire émerger de la société civile des initiatives de type 2<sup>1</sup>, en faciliter la réussite et en faire la promotion ;
- contribuer à la rédaction du « Livre Blanc des acteurs français du développement durable » ;
- tenter de regrouper les nombreuses initiatives des acteurs français en une initiative française lisible au plan international et portée par le gouvernement auprès des Nations unies. Cette « initiative » fut organisée autour de deux pôles : le grand cycle de l'eau (gestion intégrée de la ressource au sens large), et le petit cycle (accès à l'eau potable et à l'assainissement) ;
- dresser les bilans et compte rendu des volets « Eau » du séminaire gouvernemental de Rennes (CF-SMDD, 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2002) et du

<sup>1</sup> Il s'agit d'initiatives partenariales de développement durable pour mettre en œuvre l'Agenda 21 (Rio 92).

Sommet de Johannesburg, dans la perspective de la préparation française du III<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau de Kyoto (16-23 mars 2003).

## **Le pavillon francophone dans le WaterDome**

Au sein du WaterDome, le pavillon francophone a constitué un lieu d'échange et de rencontre convivial permettant de mieux partager les expériences entre acteurs francophones du secteur de l'eau et de l'assainissement, mais aussi avec l'ensemble des partenaires non francophones. Initialement envisagé comme le pavillon français du WaterDome, il a très tôt été considéré plutôt comme le pavillon de l'ensemble des partenaires francophones. Ce pavillon, dont le slogan était « Accès à l'eau pour tous : Solidarité, Dialogue, Engagement », a été mis en place grâce au soutien du ministère français des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement :

- sa mise en œuvre et sa coordination ont été assurées par le pS-Eau avec l'appui de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ;
- son animation a été assurée par l'ensemble des partenaires du Nord et du Sud qui ont choisi de s'y retrouver : ONG, collectivités lo-

cales, professionnels du secteur privé ou public, organismes de recherche et pouvoirs publics. Ce sont ces différents partenaires qui ont fait vivre le pavillon. Seize panneaux ont ainsi été mis à la disposition, permettant chaque jour à la majorité d'entre eux d'y exposer leurs principales activités et les enseignements qu'ils en tirent. Les deux panneaux restants ont été mis à disposition pour présenter l'initiative européenne.

Le pavillon a tout particulièrement permis de présenter et mettre en lumière les résultats des travaux du groupe « Eau » du Comité français pour le Sommet mondial du développement durable et la vingtaine d'initiatives de type 2 portées par ce groupe.

### Principaux événements

Le 27 août s'est tenu, dans le pavillon français de l'Ubuntu Village, une session qui a permis de :

- présenter les engagements français pour l'eau du Sommet mondial du développement durable ;
- présenter quelques initiatives de type 2 soutenues par l'ensemble des partenaires (La Charte d'engagement pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, Le projet d'extension des mécanismes de financement de la coopération décentralisée, L'Observatoire mondial des services publics de l'eau et de l'assainissement) ;
- présenter le programme des conférences et débats du pavillon francophone du WaterDome.

#### L'inauguration du pavillon francophone dans le WaterDome

Un événement spécifique pour marquer les activités du pavillon francophone a été organisé le 2 septembre. Cet événement sur la scène du WaterDome a été conjointement organisé avec les animateurs du pavillon suédois. Côté français, les activités du pavillon francophone et des partenaires français ont été pré-

sentées par Gilles Pommeret, directeur de Cabinet du secrétaire d'État chargé de la Coopération, et Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, vice-président du pS-Eau.

#### Conférences officielles organisées dans le WaterDome par les partenaires français et francophones<sup>2</sup>

Les partenaires du pavillon francophone ont animé six conférences officielles du Waterdome et participé activement à une septième. Pour mieux partager ces thèmes entre francophones et anglophones, ces conférences ont bénéficié d'une traduction simultanée. M<sup>me</sup> Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'Écologie et du Développement durable, a présidé la conférence de présentation de la charte des acteurs de l'eau et de l'assainissement.

- Gestion intégrée de la ressource en eau : quelle stratégie et quels outils pour la gestion des bassins transfrontaliers ? Présentation de la composante « Gestion intégrée de la ressource en eau » de l'initiative européenne pour l'eau.

<sup>2</sup> Un compte rendu pour chacune de ces sessions est disponible auprès du pS-Eau.

- Eau et agriculture, les atouts de la gestion par la demande.

- Améliorer l'accès aux services de base : eau et assainissement en milieu urbain en Afrique.

- L'eau et les pauvres, quelles perspectives financières ?

- Charte d'engagement pour l'accès à l'eau et l'assainissement du CFSMDD.

- Financement de l'eau par l'eau : le centime/m<sup>3</sup>, un instrument de solidarité entre consommateurs d'eau, pour un accès universel.

- ONG et pouvoirs locaux : actions pour assurer un meilleur accès à l'eau et l'assainissement pour les populations défavorisées.

- Gestion des zones humides, le rôle des agences de bassins.

- Qualité de l'eau, expériences de gestion durable.

- Observatoire de l'eau et de l'assainissement.

- Genre et eau : vers un développement partagé.

Ces ateliers ont permis également de nouer de nouveaux contacts dans la perspective du lancement d'un réseau genre et eau francophone (Initiative type 2).

- Vers un meilleur accès à l'assainissement pour combattre la pauvreté.

- Genre et eau : vers un développement partagé.

- Désertification et utilisation durable des ressources en eau.

- Le rôle des agences et comités de bassin.

- Éducation à l'usage durable de l'eau, l'expérience des classes d'eau.

Le pavillon francophone a été perçu comme un lieu chaleureux apprécié de tous les partenaires de la francophonie (de France, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine, des acteurs non gouvernementaux mais aussi des ministres), des partenaires européens dont le stand était proche, etc. Les ministres africains en charge de la gestion des fleuves Sénégal et Niger, et du bassin du lac Tchad, mais aussi des élus et ONG françaises, y ont informellement tenu des rencontres et discussions ; la Sagep y a organisé un cocktail qui a permis à de nombreux intervenants et organisateurs du WaterDome de se rencontrer amicalement.

La dimension francophone a été appréciée par les participants francophones au sommet qui trouvaient là une facilité d'expression, ensuite par son aménagement convivial, enfin par sa caractéristique collective et ses acteurs « têtes » de réseau qui drainaient du public.

### Mandat du pS-Eau dans la préparation, la réalisation et l'animation d'un pavillon français à Johannesburg

- Identifier les conditions pour organiser un pavillon français dans le WaterDome et y animer des conférences.
- Concevoir le pavillon français du WaterDome (lieu d'exposition des différents partenaires français).
- Définir puis préparer, en lien avec les partenaires du groupe « Eau » du CFSMDD et les autres partenaires français et d'autres pays francophones, des conférences et débats qui pourraient être organisés dans les salles de conférence du WaterDome.
- Réaliser, à la demande de l'AFD, une plaquette sur la problématique « Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petites villes » et un CD-Rom de démonstration de ce qui peut être mis en œuvre pour mieux partager l'information et des bases de données pour en faciliter l'accès et la maîtrise par les partenaires des pays du Promouvoir sur place les initiatives de type 2 élaborées par les francophones.
- Poursuivre la réflexion et l'élaboration d'initiatives concrètes dans la perspective du 3<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau à Kyoto en mars 2003.

## Quelques sentiments et leçons pour le futur

Les conférences et débats ont réellement permis d'approfondir les questions abordées grâce à des échanges entre différentes catégories d'acteurs concernés.

La traduction simultanée assurée dans les conférences officielles (parfois improvisée au pavillon français !) a favorisé de riches échanges entre francophones et anglophones. Pour de prochains événements, il est impératif de prévoir une telle traduction.

Plus de la moitié des initiatives de type 2 émanant des partenaires français ont pu être partagées.

On peut regretter que les principaux intervenants, notamment dans les débats au sein du pavillon, étaient parfois trop franco-français. Il est important de veiller à impliquer plus largement d'autres partenaires du Nord (pays et organisations multilatérales), mais surtout du Sud.

La fréquentation du WaterDome a pu paraître décevante eu égard aux attentes et prévisions annoncées par les organisateurs. Ceci pouvant s'expliquer par l'éloignement du site et un système de navette trop complexe et peut-être une communication insuffisante auprès des délégués. Cependant, cette faible fréquentation n'était pas spécifique au WaterDome. En effet, tant le Nasrec que les nombreux autres lieux proposant des événements parallèles ont connu le même phénomène, notamment en raison de l'éloignement du Centre de conférence de Sandton.

Toutefois la plupart des acteurs et professionnels de l'eau, dont les ministres africains de l'eau, les agences spécialisées des Nations unies, les porteurs de l'initiative européenne et les organisateurs du 3<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau, étaient basés au WaterDome. Ceci a donc naturellement permis l'optimisation des interventions, participations et rencontres sur les initiatives francophones du WaterDome.

## Suites de Johannesburg et préparation de Kyoto

Dans tout le processus de préparation du Sommet mondial du développement durable, la dynamique des divers groupes du Comité français pour le Sommet mondial du développement durable a constitué un élément essentiel. Les travaux du groupe « Eau et société civile » doivent maintenant se poursuivre afin de faire un bilan de ce qui s'est passé à Johannesburg, de faire le point sur l'avancement des initiatives de type 2 soutenues par ce groupe et de préparer au mieux la contribution des acteurs français au côté de leurs partenaires du Nord et du Sud pour le 3<sup>e</sup> forum mondial de l'eau de Kyoto.

Dans les semaines qui viennent, le pS-Eau, qui préside le groupe « Eau » du CFSMDD, va convoquer une réunion de l'ensemble des membres du groupe et des autres partenaires qui se sont mobilisés sur ce thème à Johannesburg. Un point sur les initiatives de type 2 reçues par les Nations unies sera fait.

Parmi les initiatives de type 2 transmises et présentées sur le site Web du sommet ([www.johannesburgsummit.org/html/sustainable\\_dev/p2\\_protecting\\_managing\\_resources.html#freshwater](http://www.johannesburgsummit.org/html/sustainable_dev/p2_protecting_managing_resources.html#freshwater)), nous pouvons citer :

- « Le centime par m<sup>3</sup>, financement de l'eau par l'eau et mécanismes mondiaux de solidarité » ;
- « Initiative Genre et Eau, pour le développement et l'animation d'un réseau francophone » ;
- « Mettre plus encore en pratique les enseignements de la recherche et d'actions pilotes afin d'améliorer l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les grandes et petites villes africaines » ;
- « Transférer la maîtrise de l'information au Sud ».

Ces quatre initiatives ont été lancées lors de conférences et débats spécifiques dans le WaterDome à Johannesburg.

Début décembre, une rencontre de grande ampleur permettra de restituer largement aux acteurs français présents ou non à Johannesburg les enseignements du Sommet et les perspectives à venir.

### Une session de restitution et de mise en perspectives à Marseille

Afin de valoriser au mieux les acquis de Johannesburg et d'être en mesure de porter une parole et des propositions construites à Kyoto, le pS-Eau, en lien avec divers partenaires – IME, Conseil mondial de l'eau – propose une rencontre à Marseille au cours du mois de décembre 2002. Cette rencontre aurait comme objectifs principaux :

- de restituer dans le détail les principaux résultats du Waterdome et leur signification ;
- la synthèse de ces avancées et leur articulation en vue d'une argumentation pour une présence efficace à Kyoto ;
- la mise en perspective des ces avancées et du programme prévisionnel de Kyoto du point de vue de la Méditerranée.

Résultats attendus : pouvoir élaborer les argumentaires et propositions opérationnelles à propos des initiatives issues du groupe « Eau » du CFSMD, en particulier la charte d'engagement, l'observatoire de l'eau et de l'assainissement, le financement de l'eau par l'eau.

### Perspectives pour Kyoto

Le secrétariat du 3<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau a déjà reçu des propositions de conférences des partenaires français réunis dans le groupe « Eau » du CFSMDD, qui ont pu être indiquées dans la troisième annonce du forum. Nous pouvons citer :

- la session de restitution et de partage des enseignements d'un programme de recherche-action sur l'assainissement urbain, proposée par

le pS-Eau et associant le ministère des Affaires étrangères, l'AFD, le Partenariat pour le développement municipal (Bénin) et l'École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé (Cameroun) ;

- la session sur le financement de l'eau par l'eau (centime/m<sup>3</sup>), proposée par le pS-Eau et l'Agence de l'eau Seine-Normandie, et associant l'AFD ;

- la session « Accès à l'eau et à l'assainissement : lutter contre la pauvreté en s'appuyant sur le partenariat public-privé », proposée par l'AFD et associant le pS-Eau ;

- la session « Les besoins d'évaluation pour l'eau et l'assainissement : création d'une base de données mondiale » (observatoire), proposée par l'Agence de l'eau Seine-Normandie et associant l'AFD ;

et aussi les propositions faites par l'OIEau (progrès faits en matière de Gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins dans le monde) et par l'Académie de l'eau (Eau et culture).

D'autres propositions de conférences restent à faire, notamment sur :

- « le partage et l'accès à l'information » ;
- « la mise en pratique des enseignements des processus de recherche-action » (en lien avec l'initiative de type 2 déjà engagée) ;
- « la charte d'engagement pour l'accès à l'eau et l'assainissement ».

Pour toutes ces conférences, une réelle articulation et préparation avec les partenaires européens, les organismes multilatéraux, mais aussi d'autres acteurs des pays du Sud et du Nord, sont nécessaires, pour que ces démarches puissent avoir un impact plus large, dépassant le seul milieu français ou francophone. Un espace partagé entre les divers acteurs français et leurs partenaires francophones est ainsi attendu de tous.

**Contact :** Christophe Le Jallé,  
pS-Eau, tél. : 33 (0)1 53 34 91 24.  
E-mail : [lejalle@pseau.org](mailto:lejalle@pseau.org)

# Compte rendu du deuxième cycle de la Conférence électronique

Cette année, le pS-Eau anime une Conférence électronique sur l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau. Mise en place dans le cadre de l'Alliance Genre et Eau, cette conférence, dont le troisième et dernier cycle est en cours, a pour objectif d'émettre des recommandations concrètes visant à améliorer la prise en compte du genre dans les projets hydrauliques (cf. Lettre du pS-Eau n° 39).

**D**u 8 avril au 31 mai 2002 a eu lieu le deuxième cycle de la conférence genre et eau.

Le groupe de discussion était composé de femmes et d'hommes issus de secteurs professionnels liés tant à l'eau qu'aux questions hommes-femmes (200 personnes inscrites).

L'objectif de ce deuxième cycle était de diffuser des expériences

genre et eau, afin d'en dégager des recommandations concrètes. Sept expériences et plusieurs outils relatifs à la participation des populations et à la gestion des points d'eau ont été diffusés. De nombreuses considérations et recommandations méthodologiques ont été émises, spontanément ou à partir des expériences ou contributions présentées.

## Les grandes lignes du deuxième cycle de la Conférence électronique

### Outils et expériences présentés

Un certain nombre d'outils et d'expériences ont été diffusés durant ces huit semaines. La plupart de ces éléments sont consultables dans leur

version intégrale (via les sites Internet [www.pseau.org/genre](http://www.pseau.org/genre) et [http://fr.groups.yahoo.com/group/genre\\_eau/message](http://fr.groups.yahoo.com/group/genre_eau/message), ou via le Secrétariat du pS-Eau si vous n'avez pas accès à Internet).

### Les outils

cf. site du pS-Eau, programme Genre et Eau, rubrique « Boîte à outils »

Les participants ont présenté aussi bien des méthodes participatives (GRAAP, Diapo/Tableau Langage), que des exemples d'exercices de libération de la parole, ou de règlement d'utilisation des points d'eau.

### Les expériences

cf. site du pS-Eau, programme Genre et Eau, rubrique « Études de cas »

Sept expériences ont été présentées :

n° 1 – Hydraulique villageoise en Côte d'Ivoire.

n° 2 – Hydraulique rurale au Mali.

n° 3 – Hydraulique villageoise au Togo.

n° 4 – Eau et assainissement en milieu rural au Bénin.

n° 5 – Eau et assainissement en milieu périurbain au Sénégal.

n° 6 – Assainissement à Koulikoro, au Mali.

n° 7 – Eau et assainissement à Bogota, en Colombie.

## Exemple d'expérience

Hydraulique villageoise en Côte d'Ivoire (J.-Y. Clavreul, messages 106/109 et 156)

**LIEU** : Milieu rural.

**DATES** : 1974-1980.

**OBJECTIFS** : Équipement et mise en place d'une gestion communautaire des points d'eau, dans le cadre d'un programme gouvernemental portant sur 9 200 villages.

**MÉTHODE UTILISÉE** : Approche participative, méthode GRAAP, méthode Diapo-Langage, avec sensibilité prononcée aux aspects de genre dans l'organisation des communautés.

**RÉSULTATS** : Pendant les premières années, les ouvrages fonctionnent, la maintenance est assurée. Mais vingt ans après, nombre de pompes sont en panne, et les femmes sont redevenues des bénéficiaires passives, elles ne sont plus impliquées au sein des comités.

**FACTEURS DE SUCCÈS** : Méthode, supports de communication, qui ont favorisé la prise de parole et l'autonomisation des femmes et des hommes.

**FACTEURS D'ÉCHEC** : Départ de l'administration, arrivée des pannes plus lourdes, crise économique, non-pérennisation du système de gestion communautaire, travail participatif/genre développé à trop court terme.

Les expériences diffusées portaient sur des projets d'eau et/ou d'assainissement, situés en milieu rural ou urbain, majoritairement en Afrique de l'Ouest. La plupart avaient pour objectif l'équipement en infrastructures d'eau et/ou d'assainissement, avec un volet d'accompagnement visant à la mobilisation des populations (hommes et femmes), dans une perspective d'organisation de la gestion technique et financière, et donc de pérennisation des ouvrages. L'implication des femmes y était plus ou moins forte et encouragée, selon les priorités définies au départ par le projet et le contexte local.

L'idée générale se dégageant de ces expériences est qu'il est difficile d'inscrire les progrès accomplis dans le long terme, qu'il s'agisse de l'eau, de l'assainissement ou de l'équité entre les hommes et les femmes. Toutefois, des exemples positifs et encourageants ont été présentés, montrant que les femmes, petit à petit, s'organisent et se font leur place dans ce domaine, qui les concerne toujours en premier chef. Du côté des professionnels du développement, il apparaît que l'approche dominante reste encore l'approche participative, avec une sensibilité plus ou moins grande pour les questions hommes-femmes.

Il semble donc rester encore du chemin à faire pour que la mise en œuvre de l'approche genre constitue une composante à part entière de tout projet hydraulique, et que les acteurs développent toutes les connaissances et compétences nécessaires dans cette perspective.

### Recommandations méthodologiques

cf. site du pS-Eau, programme Genre et Eau, rubrique « Synthèses francophones »

Suite à la présentation des expériences, un certain nombre de constats et de propositions de recommandations ont été formulés par les participants. Le constat de départ



Coura Bassolé / Crépa

### Au Sénégal, une animation participative organisée par le Crépa.

étant que la faiblesse, voire l'absence de participation des femmes dans les projets hydrauliques est un problème récurrent, auquel il est indispensable de remédier.

Ces recommandations ont porté sur les points suivants :

- la mise en œuvre de l'approche genre, comme composante transversale, à toutes les étapes, et ce que cela implique ;
- la participation des populations, sous forme de recommandations globales et de mesures spécifiques à l'encontre des femmes ;
- la formation et la sensibilisation, pour les populations et pour les agents de développement ;
- le développement comme moteur d'évolution pour les femmes ;
- la pérennisation des progrès accomplis tant sur le plan de l'eau que de l'équité hommes-femmes.

### Perspectives

Depuis, un rapport de synthèse global a été rédigé et diffusé au

groupe de discussion, résumant les échanges ayant eu lieu dans les quatre langues de l'Alliance.

Ce document sert actuellement de base au troisième cycle, dont l'objectif est de finaliser des recommandations qui soient communes à tous les groupes de discussion, pour les présenter au prochain Forum mondial de l'eau à Kyoto, et par la suite, les mettre en œuvre à travers différents projets pilotes portés par l'Alliance Genre et Eau. Plus globalement, il s'agit de diffuser ces recommandations et les outils qui en découleront auprès des acteurs du secteur de l'eau, pour améliorer leurs pratiques en matière de prise en compte du genre.

Les résultats de cette conférence électronique feront également l'objet d'une publication.

**Contact :** Olivia Drevet-Dabbous, pS-Eau, Programme Genre et Eau, tél. : 33 (0)1 53 34 91 25. E-mail : dabbous@pseau.org

# Participation du secteur privé dans l'exploitation de réseaux d'alimentation en eau potable

Le « Small Towns Water Supply Project (STWSP) » est financé par l'Union européenne pour un coût total de 15 millions d'euros. Il a été conçu pour alimenter en eau potable trente centres, tout en améliorant la capacité au niveau local des représentants élus des Communautés pour la gestion de ces systèmes d'AEP.

Le projet STWSP se fixe les objectifs suivants :

- l'étude et la construction de réseaux AEP adaptés à chaque ville ;
- la formation des différents intervenants à différents niveaux :
  - les Water and Sanitation Development Board (WSDBs) (associations d'usagers) et leur personnel exploitant dans chaque ville,
  - les autorités locales (District Assembly) pour le suivi et la supervision des WSDBs,

- la Community Water and Sanitation Agency (CWSA), agence gouvernementale responsable au niveau national pour l'eau et l'assainissement,
- les opérateurs privés en charge de l'exploitation et de la maintenance des réseaux construits.

## Environnement institutionnel

L'environnement institutionnel peut être ainsi résumé :

- les Districts sont les propriétaires et responsables de tous les services publics sur leur territoire. Ils peuvent bien sûr déléguer toute tâche d'exploitation à des opérateurs privés ;
- pour l'eau et l'assainissement en milieu rural et semi-urbain, une agence gouvernementale, Community Water and Sanitation Agency, a pour objectifs de :
  - faciliter la provision d'eau potable et l'assainissement à des Communautés qui acceptent de contribuer

à l'investissement et la prise en charge à 100 % des coûts d'exploitation et de maintenance,

- assurer la pérennité des équipements en s'appuyant sur la participation du secteur privé pour fournir les services nécessaires,
- maximiser les bénéfices obtenus sur la santé publique en intégrant les interventions dans les domaines de l'eau potable, l'assainissement et l'éducation sanitaire,
- s'assurer d'une exploitation efficace des systèmes AEP par un suivi rapproché.

Dans chaque ville, les municipalités, bien que théoriquement existantes, ne sont pas encore complètement opérationnelles et en mesure de gérer des services publics. C'est la principale raison pour laquelle la politique nationale encourage la formation de WSDBs (association d'usagers), qui doivent à la fois représenter la population pour participer au dimensionnement des équipements et être responsables de l'exploitation et de la maintenance des réseaux.

Le WSDB peut déléguer tout ou partie des tâches d'exploitation et de maintenance à des opérateurs privés, sous la supervision et le suivi des Districts et des équipes régionales de CWSA.



Réception d'une borne-fontaine à Bekwai

## L'organisation de l'exploitation et la maintenance : une approche basée sur la demande

Au-delà du dimensionnement et de la construction des infrastructures, l'enjeu essentiel est bien de proposer aux communautés une organisation pérenne pour l'exploitation et la maintenance. Deux options ont été présentées, suivant la taille des villes (variant de 5 000 à 40 000 habitants) et la complexité de systèmes :

**Option 1 :** Le WSDB emploie son propre personnel pour les tâches quotidiennes et la petite maintenance, et s'assure de la participation d'une entreprise privée pour la maintenance lourde sur les systèmes de pompage. Afin de formaliser la participation d'un opérateur privé, un Contrat de maintenance a été proposé aux WSDBs. Toutes les autres dépenses « long terme », comme le renouvellement de forages ou de châteaux d'eau, et l'expansion du système sont à la charge des Districts. Ceux-ci doivent assurer l'épargne nécessaire, prise sur les revenus de la vente d'eau.

**Option 2 :** Le WSDB, en étroite collaboration avec le District, signe un Contrat d'affermage avec un opérateur privé, qui prend en charge tous les aspects d'exploitation : production, distribution, collecte des revenus et maintenance des systèmes de pompage. L'expansion du système et le renouvellement des gros équipements (forages, châteaux d'eau) restent de la responsabilité du District. C'est le cas retenu pour la ville de Bekwai

### Étude de cas : Bekwai

Bekwai est située dans la région Ashanti, 30 kilomètres au sud de Kumasi, capitale régionale et deuxième ville du pays. Bekwai est un gros centre administratif. La population est principalement constituée de fonctionnaires, commerçants et agricul-

teurs ; étant située au cœur de la région Ashanti, les autorités traditionnelles jouent encore un rôle prépondérant dans toutes les décisions prises par la Communauté.

Le réseau AEP construit pour Bekwai est un des plus importants du projet. Il comprend pour une population de 35 000 habitants :

- 5 forages mécanisés, produisant au total 1 300 m<sup>3</sup>/jour ;
- 2 réservoirs, totalisant une capacité de 590 m<sup>3</sup> ;
- 25 kilomètres de tuyaux PVC pour la distribution ;
- 40 bornes-fontaines ;
- 500 connections privées.

Le processus visant à signer un Contrat d'affermage entre un opérateur privé et le WSDB/District a duré neuf mois et peut être décrit en trois étapes : sélection d'un opérateur au niveau national, préparation de la Communauté à la négociation et processus de négociation.

### Sélectionner un opérateur au niveau national

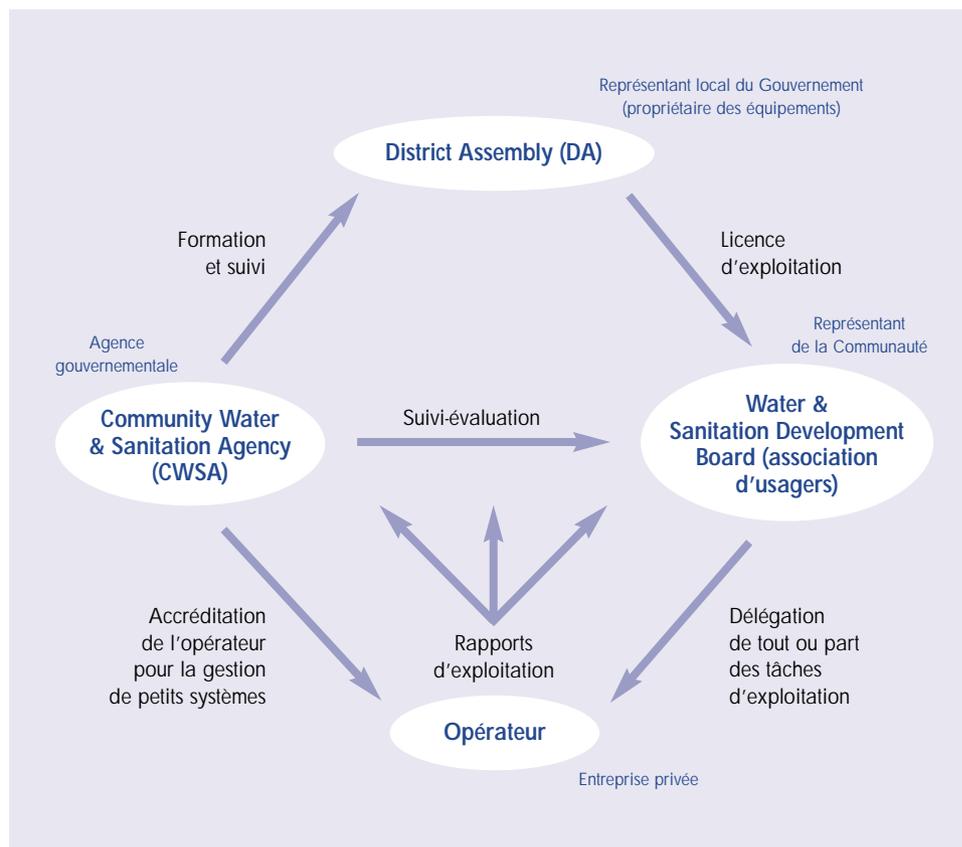
La Community Water and Sanitation Agency a lancé tout d'abord un appel national pour les opérateurs intéressés généralement à l'exploitation de petits réseaux AEP. Plus de 70 entreprises ghanéennes ont répondu (précisons que beaucoup d'entre elles n'avaient pas ou peu d'expérience dans le domaine de l'exploitation). Un fichier a ainsi été constitué par CWSA, en classant les entreprises sur la base de critères géographiques, moyens et expériences. Très peu ont été éliminés à ce niveau. Lorsque Bekwai a choisi l'option Contrat d'affermage, une short-list a été constituée par CWSA à partir de ce fichier et un appel à propositions a été envoyé à ces entreprises.

### Préparer la Communauté au processus de négociation

Avant et en parallèle au processus de sélection de l'opérateur,

le consultant a présenté à la Communauté les deux options possibles. Cela s'est effectué par le biais d'assemblées générales, de séminaires de formation des membres du WSDB et du District ainsi qu'une sensibilisation générale sur la participation du secteur privé.

Une fois le choix fait par le WSDB et le District, et pendant toute la durée du processus de négociation, des sessions d'information destinées au public ont été organisées conjointement par le consultant et les autorités locales. Afin d'étudier en détail les différentes versions du contrat proposé par le consultant, le WSDB a nommé un « Comité technique », composé de membres compétents dans les domaines juridiques, financiers et techniques. Ces membres ont été choisis non seulement pour leurs compétences, mais aussi pour représenter le plus largement possible la population de Bekwai que le seul WSDB.



Enfin, la première version du contrat a été largement distribué afin d'impliquer au maximum les différents leaders d'opinion au sein de la population de Bekwai.

### Le processus de négociation

Le « Comité technique » s'est réuni plusieurs fois pour discuter et se mettre d'accord sur les différents problèmes à régler : choix du tarif, durée du contrat, formule de révision des prix, etc. En parallèle, le contrat a aussi été revu et discuté par l'opérateur, afin de prendre en compte ses commentaires et suggestions.

Après une introduction officielle de l'opérateur par le WSDB et le District à la population, plusieurs réunions de négociation formelles ont été organisées par le consultant, afin de discuter et améliorer les différentes versions successives du contrat. Ce processus de négociation a été heureusement conclu par la signature du contrat et le démarrage de l'exploitation du système par l'opérateur privé.

### Principales clauses du contrat

Les principales clauses de ce Contrat d'affermage sont :

- durée de cinq années, renouvelable par tacite reconduction ;
- revenus sur la vente de l'eau : 75 % des revenus vont à l'opérateur, 10 % sont reversés au WSDB pour créer un fonds Assainissement, 10 % sont reversés au District pour le renouvellement des équipements, 5 % sont reversés au District pour l'expansion du système ;
- droit exclusif pour l'opérateur de vendre l'eau sur la zone concernée ;
- fort engagement de toutes les parties à maintenir le public bien informé et à préserver de bonnes relations avec celui-ci ;
- définition détaillée du personnel et des moyens mis en place par l'opérateur ;
- rapports annuels et trimestriels au WSDB, au District ainsi qu'à

CWSA, afin de permettre un bon suivi des performances du système.

### Conclusion et recommandations

La méthodologie décrite peut être qualifiée de pilote, Bekwai étant la première ville de cette taille au Ghana à opter pour un Contrat d'affermage. De ce processus, on peut d'ores et déjà tirer les conclusions et recommandations suivantes :

- le processus de sélection de l'opérateur doit être complètement transparent, aussi bien au niveau national qu'au niveau local. En parti-

culier, le District et le WSDB doivent être associés à ce processus dès le début. Il faut donc prévoir plus de temps pour cela :

- la population de la ville concernée doit être également informée en détail du processus, et suffisamment de moyens doivent être alloués à cette tâche primordiale ;
- tant que les Districts n'auront pas acquis une autonomie technique suffisante pour gérer le processus seuls, un fort engagement des agences régionales de CWSA est nécessaire pendant toute la durée du processus et également pendant les premiers mois/années de l'ex-

ploitation. Cela peut être fait avec l'appui d'un bureau d'études, spécialisé dans la rédaction de contrats, l'information et la sensibilisation des populations, ainsi que dans l'évaluation technique des opérateurs privés.

**Contact** : Antoine Malafosse, Burgeap, 27 rue de Vanves, 92772 Boulogne-Billancourt Cedex, France.  
Tél. : 33 (0)1 46 10 25 40.  
E-mail : international@burgeap.fr ou a.malafosse@burgeap.fr  
Site Web : www.burgeap.fr ou www.oieau.fr/crepa

## Un dispositif de stockage et de puisage d'eau toujours d'actualité

# Le Poste d'Eau Potable « PEP »

**Le Poste d'Eau Potable permet de conserver la qualité de l'eau jusqu'à la consommation, en ce sens qu'il évite que le récipient de puisage plonge directement dans le canari.**

**L**e PEP se compose des éléments suivants : un couvercle, un récipient de stockage en argile cuite (le canari), un filtre, un support, un robinet de puisage, un raccord.

Le couvercle protège l'eau contre toute pénétration venant de l'extérieur : poussière, insectes, excréments d'animaux, etc. Il peut être en tôle de récupération et est confectionné artisanalement.

La filtration de l'eau se fait à travers un tamis. Celui-ci permet de retenir les saletés de l'eau et autres vecteurs de transmission de maladies hydriques. Cependant, le filtre n'est pas indispensable si le récipient de puisage est propre et si l'eau puisée provient d'un forage. Le filtre peut être constitué d'un tissu fin très propre qu'on prendra soin d'attacher au bout du canari.

Le récipient de stockage est un canari ordinaire de 60 à 80 litres dont le fond est percé de façon à permettre l'écoulement de l'eau par le bas. Un embout (7 à 10 cm de long) confectionné avec du ciment et placé au-dessus du trou est relié au robinet de puisage par l'intermédiaire d'un tuyau flexible. Le support est

un trépied en fer. Il stabilise le canari en le surélevant d'environ 90 cm au-dessus du sol. Il est constitué de trois fers verticaux fixés en triangle équilatéral, rellés à mi-distance par trois barres et au-dessus par un cerceau sur lequel est disposé le canari. Sur une de ces barres horizontales est soudé le manchon.

Le robinet de puisage est fixé sur un manchon soudé à l'une des barres horizontales du support. Le robinet sert à prélever l'eau du canari à l'aide d'un tuyau flexible qui le relie à l'embout en mortier de ciment.

Le raccord est un tube flexible de Ø 32, il relie l'embout en mortier de ciment (à la base du canari) et le manchon du robinet.

[www.oieau.fr/ReFEA/module3.html](http://www.oieau.fr/ReFEA/module3.html)

Source : Source nouvelles n° 3 septembre.

**Contacts** : Karim Sawadogo, technicien supérieur au Crépa, ou Kabou Kadio, documentaliste (pour obtenir la fiche technique complète), Crépa, 03 BP 7112, Ouagadougou, Burkina Faso. Tél. : (226) 36 62 10 /11. Fax : (226) 36 62 08. E-mail : crepa@fasonet.bf

# Des outils appropriés pour renforcer la gestion technique des petits réseaux

**Aquassistance est l'association des personnels du Groupe Suez, volontaires pour apporter une aide aux populations en difficulté dans les domaines de l'eau et de l'environnement. Son but est de mettre les compétences de ses membres ainsi que des moyens matériels à disposition. L'association existe depuis 1994 et a travaillé depuis en urgence, en développement et en réhabilitation.**

Les villes secondaires dans le monde en développement croissent souvent plus vite que les capitales. La demande en services de meilleure qualité augmente en même temps que la population. Qui plus est, la gestion technique d'un réseau de distribution d'eau pour un gros bourg ou une petite ville (de l'ordre de 5 000 à 20 000 habitants) n'est plus aussi simple que la gestion technique d'un point d'eau villageois.

Or, s'il existe un travail fait sur la gestion administrative de ce type de réseau (comme celui fait par le Gret en Mauritanie, par exemple), peu d'outils ont été conçus pour la gestion technique. Il en existe quelques-uns issus d'ONG mais ce sont surtout des documents liés à la gestion de systèmes spécifiques (comme le Classeur de maintenance du système de Tufnde Endam au Sénégal, produit par Ingénieurs sans frontières).

Quand Aquassistance intervient dans des villes secondaires, la durabilité de l'action menée dépend fortement de la formation que l'équipe en mission est en mesure de fournir au service de l'eau local. Il est important d'améliorer les pratiques existantes mais aussi de formaliser les bonnes pratiques.

C'est pour cela qu'Aquassistance cherche à concevoir des outils de gestion technique. Ils seront une base pour

les formations sur le terrain, ils serviront à structurer les services des eaux et à améliorer le suivi et la maintenance des systèmes de distribution. D'autres acteurs de la coopération dans le domaine de l'eau ont manifesté leur intérêt pour ce projet : le pS-Eau, bien sûr, mais aussi, le Secrétariat international de l'eau, le Gret et Action contre la faim. Avec eux et une équipe de bénévoles de notre association nous ferons une collecte aussi exhaustive que possible de documents ayant trait à la gestion technique.

À partir de ces documents, dans un souci de simplicité, il s'agira de concevoir des outils « papier » : des fiches à remplir, des tableaux de bord, des procédures. Il faut qu'ils soient modulaires et aisément tra-

duisibles pour rapidement pouvoir compiler des classeurs bien adaptés aux sites d'intervention. Plus tard, il faudra réfléchir à l'adaptation d'outils informatiques simples et robustes.

Une première version des outils de gestion est actuellement utilisée à Mirebalais et Aquin, deux villes secondaires d'Haïti, dans le cadre d'une coopération avec le Gret et la Société nationale d'eau potable (Snep). Une formation à la gestion technique est prévue avant la fin de l'année pour les Bureaux déconcentrés du Snep de ces deux villes. Ces réseaux étant gravitaires, c'est une version simple des outils qui a été fournie.

Gulcha, une ville secondaire de 15 000 habitants au Kirghizistan, est approvisionnée à partir de trois

forages. Le Secrétariat international de l'eau y travaille depuis quatre ans. Aquassistance doit former à la gestion technique les employés de la Régie des eaux de Gulcha et fournir une version tenant compte des spécificités de leur système.

Le travail avec le Gret et le SIE sur le terrain permettra d'affiner les outils créés et de les rendre suffisamment flexibles et adaptables pour qu'ils soient réellement utiles aux organisations travaillant en coopération dans la distribution d'eau.

**Contact :** Mathieu Le Corre,  
Aquassistance,  
tél./fax : 33 (0)1 46 97 59 10.  
E-mail : [association.aquassistance@libertysurf.fr](mailto:association.aquassistance@libertysurf.fr)



Guillaume Aubourg

# Le Symposium international de l'IME du 26 septembre 2002 à Marseille

À l'occasion de son vingtième anniversaire, l'Institut méditerranéen de l'eau (IME) a organisé un colloque sur le thème « La ville et l'eau, demain en Méditerranée ». Le but de cette rencontre était une réflexion sur la prévention et la gestion des risques liés à l'eau dans les grandes villes et mégapoles méditerranéennes.

Les risques de pénurie sont déjà perceptibles et seront renforcés dans un futur proche. Il existe d'après les spécialistes un « triangle de la soif » allant de l'Atlantique jusqu'au Pakistan, depuis la Méditerranée jusqu'à l'Océan Indien. L'eau disponible par habitant peut alors varier ici et là dans une proportion de un à vingt, de 25 à 500 litres par jour.

Les projections du Plan Bleu faites en 2025 indiquent des demandes en eau supérieures à l'indice 100 % par rapport aux ressources naturelles (au moins pour huit pays) et de 50 % pour trois autres pays. Comment protéger l'eau, comment la garder, comment répondre au défi des villes ?

De nombreux discours introductif, notamment celui de Loïc Fauchon (Société des eaux de Marseille - SEM) traçant les enjeux et les perspectives de l'eau en Méditerranée, ont mis l'accent sur quelques points comme :

- le fait de croire que les problèmes de gestion de l'eau n'étaient que d'ordres technique ou économique, en négligeant le point de vue social, a entraîné de graves erreurs ;
- de ne pas oublier que l'eau est un droit mais que c'est aussi un bien puisque son accessibilité a un coût, donc un prix.

Mais aussi s'interroger sur les nouvelles orientations à prendre au niveau de la gestion de l'eau :

- l'avantage d'un partenariat public/privé dans lequel chacun apporte ses qualifications dans le respect de ses obligations ;
- une gestion plus rigoureuse et plus globale de la ressource ;
- de nouvelles solutions institutionnelles, adaptées à chacun, qui prennent leurs distances avec les modèles de développement du Nord ;
- repenser les procédures de financement attribuées à l'eau en augmentant les budgets ;
- le partage des connaissances et la libre circulation des idées ;
- la capacité des hommes à assurer leur mission d'organisation et de fonctionnement des services publics de l'eau par le renforcement des formations.

## Contrecarrer la pénurie annoncée

Autant de questions qui se sont posées au cours d'ateliers mis en place par l'IME auxquels étaient présents de nombreux invités comme le Plan Bleu, l'Uma<sup>1</sup>, l'IRD<sup>2</sup>, la Banque mondiale, la Société des eaux de Marseille, le Conseil général de l'Hérault, le Conseil général des Bouches-du-Rhône, Hydrotop, l'Onep<sup>3</sup>, le Conseil mondial de l'eau et d'autres experts.

<sup>1</sup> Union du Maghreb arabe.

<sup>2</sup> Institut de recherche pour le développement.

<sup>3</sup> Office national de l'eau potable (Maroc).

Trois ateliers ont eu lieu sur les thèmes suivants :

- « Les eaux usées », avec notamment des discussions sur la prévention et la gestion des risques liés aux eaux usées dans la ville ;
- « L'eau pluviale », où des questions comme : « Où en sommes-nous ? Qu'avons-nous fait ? Que reste-t-il à faire ? » se sont posées afin de mieux cerner les problèmes de l'eau pluviale ;
- et de l'eau potable, auquel le pS-Eau a participé, et où les discussions se sont penchées sur la gestion des ressources en eau, la consommation, ou encore la sécurité.

À la suite de cet atelier, cinq points ont été retenus pour l'eau potable :

- **Gestion intégrée des ressources en eau.** Connaître la demande et les ressources.
- **La gouvernance : l'eau est l'affaire de tous.** « L'eau n'est pas une marchandise, c'est le service qui est coûteux ».
- **L'efficacité de la gestion.** Sécurisation et normes de matériaux, tarification progressive, généralisation des compteurs, recyclage et utilisation de technologies appropriées.
- **La sécurité.** Plan de ressources alternatives, multiplication des ressources en eau potable, lutte contre les pollutions accidentelles.
- **Formation et information.** Accès à la connaissance et à la technolo-

gie, partage de l'information, préparation et formation des ressources humaines.

Toutes ces mesures ne devront pas oublier d'intégrer la participation locale et la sensibilisation des populations, sans quoi l'avenir des opérations engagées risque d'être compromis.

De part l'événement que faisait l'IME lors de ce symposium, à savoir ses vingt années d'existence, la cérémonie de clôture a débuté par une remise de médaille à plusieurs membres fondateurs de l'IME, récompensés ainsi par leur engagement et leur dévouement.

Cette cérémonie s'est achevée par une déclaration finale relevant les points essentiels des différents travaux qui ont eu lieu dans les trois ateliers mis en place à cette occasion. Cette déclaration, servant de cahier des charges, sera intégrée par l'IME lors des discussions pour l'élaboration d'une Convention cadre internationale de l'eau à Kyoto en mars 2003.

- Christophe Brossé et Patrice Burger (pS-Eau Med)

**Contact :** IME, Les Docks, Atrium 10.3, 10 place de la Joliette, 13002 Marseille, France.  
Tél. : 33 (0)4 91 59 87 77.  
Fax : 33 (0)4 91 59 87 78.  
E-mail : info@ime-eau.org  
Site Web : www.ime-eau.org

## INFO LECTURES

### Procédés extensifs d'épuration des eaux usées adaptés aux petites et moyennes collectivités 500-5 000 habitants

Office des publications officielles des communautés européennes. 40 pages.  
© Office international de l'eau, 2001.  
ISBN : 92-894-1690-4.

Ce guide, élaboré dans le cadre d'une collaboration avec la France (Direction de l'Eau du ministère de l'Écologie et du Développement durable, agences de l'eau) se focalise sur les techniques extensives de trai-



tements des eaux résiduaires urbaines. Ces dernières occupent, par définition, plus de surface que les procédés intensifs classiques développés dans les grandes agglomérations. Cependant, les coûts d'investissement des procédés extensifs sont généralement inférieurs et les conditions d'exploitation plus légères. Enfin, ces techniques nécessitent une main-d'œuvre moins nombreuse et moins spécialisée.

Après un rappel des objectifs à atteindre par les petites et moyennes agglomération, le guide présente un descriptif détaillé et comparatif de ces différentes techniques extensives.

• **Contacts** : [www.oieau.org](http://www.oieau.org)

## INFO ÉVÈNEMENTS

### L'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux (AGHTM) a tenu son 81<sup>e</sup> congrès

du 27 au 31 mai 2002 à Montpellier

Cette importante manifestation a réuni quelques six cents participants, sur les thèmes de la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets mais aussi et pour la première fois sur le thème « cadre de vie » et plus particulièrement sur les actions d'information, de communication et de sensibilisation en matière de qualité de l'air, de bruit et d'efficacité énergétique. Retrouvez les premières synthèses de ce congrès sur [aghtm-News](http://aghtm-news.org) à l'adresse suivante : [www.aghtm.org/new](http://www.aghtm.org/new)

### Hydrotop 2003 : 2, 3 et 4 avril 2003

Appel à communication

Près de 300 communications seront présentées à 500 congressistes autour des enjeux et évolutions du marché de l'eau, sujet développé avec douze thèmes d'actualité sélectionnés par les membres du comité scientifique [cliquez ici](#) pour visualiser les thèmes. Chaque spécialiste concerné par ces thématiques est invité à postuler pour présenter ses dernières avancées, réflexions et statistiques sous forme de communications orales ou posters. Pour plus de précisions sur les modalités de participation, merci de vous référer au document à télécharger : Appel à communication ou consulter le site d'hydrotop [www.hydrotop.com](http://www.hydrotop.com).

Source EA INFO 91 europôle méditerranéen de l'Arbois

• **Contact** : Hydrotop, tél. : 04 91 59 87 87.

## INFO MULTIMÉDIA

### Le portail sur l'Eau de l'Unesco

[www.unesco.org/water](http://www.unesco.org/water)

Il coordonne et agrège les liens vers les programmes de coopération et de recherche scientifique et politique sur l'eau douce et événements sur l'eau à l'échelle mondiale.

Adresse : [www.unesco.org/water/water\\_events/](http://www.unesco.org/water/water_events/)

WWAP : Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau.

Adresse : [www.unesco.org/water/wwap/index\\_fr.shtml](http://www.unesco.org/water/wwap/index_fr.shtml)

PHI : Programme Hydrologique International (depuis 1996)

Adresse : [www.unesco.org/water/ihp/index\\_fr.shtml](http://www.unesco.org/water/ihp/index_fr.shtml)

Il offre la possibilité de recherche sur les sites des organes gouvernementaux, et des ONG liés à l'eau. Adresse : [www.unesco.org/water/water\\_links/](http://www.unesco.org/water/water_links/)

Toutes modifications apportées sur ces bases et le site sont publiées dans une lettre d'information hebdomadaire et disponible pour le moment en anglais uniquement.

Pour vous inscrire suivez le lien :

[www.unesco.org/cgi-bin/webworld/water\\_events/subscribe.cgi](http://www.unesco.org/cgi-bin/webworld/water_events/subscribe.cgi)

## INFO EMPLOIS

Le ministère des Affaires étrangères, pour des postes d'assistants techniques dans le domaine de l'eau, susceptibles d'être pourvus début 2003, recherche...

**KENYA (Nairobi)**

KEN TE3C 0002

**Un assistant technique en appui au renforcement des capacités humaines dans le secteur de l'eau**

L'assistant technique sera responsable de la mise en œuvre du projet « Appui au renforcement des capacités humaines dans le secteur de l'eau » (Arche) avec l'appui des différents partenaires. Plus précisément, il devra :

- mettre en place un processus d'ingénierie de formation capable d'analyser les besoins et de proposer des formations adaptées au personnel de réseaux décentralisés sélectionnés (avec les agents de Human Resources Development Unit (HRDU) et le Kenya Water Institute (Kewi). Il devra organiser les formations pilotes avec le Kewi et renforcera l'offre de stage du Kewi. Il devra organiser les formations de formateurs au Kewi, les visites en France dans des Agences de bassin et la participation d'un cadre de MENR au Réseau international des organismes de bassin (Riob) ;

- superviser la mise en place des plateaux techniques. Il améliorera la communication de l'établissement. Il mettra en place une démarche de certification des compétences et animera un réseau des acteurs de l'eau au Kenya. Il renforcera la formation pédagogique des enseignants ;

- préparer et animer le Comité de pilotage du projet. Il rédigera les termes de références, appel à candidature et instruira les dossiers de formation. Il gèrera conjointement le Fonds d'appui à la formation, les

fonds de projet : matériels et équipements, formations, études, missions. Il recherchera des partenaires extérieurs. Il initiera et participera à la communication du projet. Il réalisera un tableau de bord du projet.

**Profil :** Bonne connaissance du fonctionnement des services d'eau et d'assainissement ainsi que de la gestion de la ressource. Expérience de la formation professionnelle et/ou de la gestion des ressources humaines. Anglais couramment et expérience professionnelle de 10 ans minimum.

**BURKINA FASO (Ouagadougou)**

BKF TE3C 0004

**Un conseiller technique du directeur général de l'inventaire des ressources hydrauliques**

Il s'agira d'appuyer la Direction générale de l'Inventaire des ressources hydrauliques dans la construction des fondements d'une gestion équitable et concertée des ressources en eau et dans l'édification d'une gouvernance démocratique de l'eau tant au niveau national qu'à celui des espaces de gestion que sont les bassins hydrographiques, dans une logique d'innovation de l'action publique.

Les objectifs de ce poste sont de contribuer, en coordination avec les appuis institutionnels d'autres pays ou institutions publiques, à la mise en place et au développement d'un système d'information sur l'eau (SIG : collecte, analyse, modélisation des données) ; au renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en place progressive des structures de gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins hydrographiques ; à la mise en œuvre du volet « Eau » du projet d'appui institutionnel Pamir.

**Profil :** Cadre supérieur ayant une expérience professionnelle (5 ans minimum), si possible diversifiée, en matière de gestion des ressources en eau, une bonne connaissance du

cadre institutionnel et réglementaire de la gestion de l'eau en France et une excellente capacité relationnelle et de travail en équipe.

**NIGER****Un assistant technique auprès du consortium ABN/Agrhymet Gestion intégrée des ressources en eau**

En décembre 1999, le Centre régional Agrhymet et l'Autorité du bassin du Niger (ABN) ont été mandatés pour mettre en œuvre le projet Hycos-AOC, composante Afrique de l'Ouest et du Centre du programme Whycos (Système mondial d'observation du cycle hydrologique) de l'OMM. L'objectif du projet est de contribuer à la relance des systèmes d'information et à leur appropriation par les États, pour permettre une meilleure intégration des informations hydrologiques dans les politiques de développement durable et de gestion des ressources en eau, nationales et régionales.

Une nouvelle phase est en préparation pour le bassin du fleuve Niger. L'assistant technique viendra en appui au consortium ABN/Agrhymet pour la mise en œuvre du projet Hycos-AOC/Bassin du Niger. Il aura principalement les tâches suivantes :

- contribuer à la concertation entre l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des ressources en eau du bassin versant du fleuve Niger ;

- contribuer au suivi hydrologique régional du bassin versant du fleuve Niger à travers : la mise au point des produits hydrologiques nouveaux avec le consortium ABN/CRA ; la valorisation de tous ces produits nouveaux élaborés notamment en les testant auprès des usagers et en contribuant à leur diffusion régionale ; le renforcement d'une gestion harmonisée des bases de données hydrologiques Hycos-AOC et hydro-cli-

matologiques Friend-AOC et de leur utilisation par les acteurs du développement ; la mobilisation de ressources pour pérenniser ce suivi hydrologique (et sa valorisation par les usagers), notamment dans le cadre de l'initiative de type 2 sur l'eau de l'Union européenne ;

- contribuer à la cohérence des interventions des bailleurs de fonds (BM, FEM, UE) en liaison avec les institutions impliquées sur le bassin versant du fleuve Niger (Watac du GWP, WWF, Riob...).

L'assistant technique travaillera en étroite collaboration avec les hydrologues et informaticiens du consortium ABN/Agrhymet (CRP/Hycos-AOC). Il développera également des collaborations avec les projets nationaux sur l'eau ainsi qu'avec les structures chargées des recherches en hydrologie et de la gestion intégrée des ressources en eau. Il sera placé sous l'autorité technique du responsable du CRP/Hycos-AOC et travaillera au sein des structures du Consortium Hycos-AOC : ABN, Centre régional Agrhymet, IRD.

**Profil :** Compétences solides en économie de l'environnement, expérience dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau, bonne connaissance du fonctionnement institutionnel des agences de bassin et de l'hydrologie régionale Afrique de l'Ouest et du Centre. Bonnes compétences d'analyse, bon sens du travail d'équipe, de la concertation et de la communication et bonne aptitude à travailler avec des structures régionales de développement.

**SÉNÉGAL (Dakar)**

SEN TE3C 4005

**Conseiller technique du Haut Commissaire de l'OMVS**

Placé auprès du Haut Commissaire de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS),

## INFO EMPLOIS

l'assistant technique sera plus particulièrement chargé des dossiers élaboration du schéma directeur du bassin du fleuve et, d'une manière générale, préparation des programmes annuels de gestion des ressources en eau :

- préparation, mise en œuvre et suivi d'un partenariat entre l'OMVS et une institution (ou groupe d'institutions) en charge de la gestion des eaux ;
- suivi des deux projets FFEM en cours, l'un portant sur un appui à la gestion des eaux et l'autre sur un appui à l'observatoire de l'environnement de l'OMVS ;
- amélioration de la diffusion de l'information au sein de l'OMVS ;
- appui à la formation des experts du Haut Commissariat en matière d'utilisation des bases de données hydrologiques et des outils d'aide à la décision mis en place.

L'assistant technique veillera à associer étroitement le département technique, et notamment le directeur technique de l'OMVS, à l'exécution de sa mission et des tâches précitées.

**Profil :** Expertise des domaines suivants : organisme de bassin ou agence de l'eau (schémas d'aménagement et de gestion de l'eau) ; appui institutionnel (concertation entre les acteurs, coordination, suivi d'études) ; formation (identification des besoins, élaboration de plans de formation).

- **Le formulaire de candidature, accompagné d'un curriculum vitae précis et détaillé, ainsi que d'une lettre de motivation, doit être retourné au** Ministère des Affaires étrangères, Direction des Ressources humaines, Sous-Direction des Personnels culturels et de Coopération (DRH/PLD/AFF), 23 rue La Pérouse 75775 Paris Cedex 16, **avec une copie au :** Ministère des Affaires étrangères, DG CID DCT/EGD, 20 rue Monsieur 75700 Paris 07 SP, **avec une copie à :** Vanessa Lemaire-Drinkwater, Ministère des Affaires étrangères, DG CID/DCT/ERN, 20 rue Monsieur 75700 Paris 07 SP.

## HANDICAP INTERNATIONAL RECHERCHE...

**Un(e) responsable de volet hydraulique pour l'Éthiopie**

**Missions :** Sous la responsabilité du chef de projet, vous aurez la responsabilité de la mise en œuvre du volet « réhabilitation et construction d'infrastructures hydrauliques ».

- Réhabilitation et construction de puits traditionnels (« hand dug wells ») : mise en place d'un comité de gestion de ces puits, aménagement des puits existants.
- Utilisation de l'énergie éolienne dans le pompage de l'eau : étude de faisabilité, mise en place d'éoliennes sur deux sites (si étude de faisabilité positive).
- Développement des capacités d'irrigation : mise en place d'un système de récupération des eaux de pluies, amélioration du système existant, formation à l'entretien des systèmes réhabilités.

**Profil recherché :** Hydraulicien ayant une expérience en animation villageoise. Formation complémentaire ou principale dans le domaine de l'hydraulique : approvisionnement en eau potable, irrigation avec expérience minimum de un an dans le domaine. Anglais courant exigé.

**Contexte :** Poste basé à Dire Dawa. Possibilité de vie en famille (enfant en bas-âge).

**Conditions :** Statut de volontaire de la Solidarité internationale (indemnités, logement, protection sociale) ou salarié selon le profil du candidat en gestion de projet humanitaire.

**Poste à pourvoir** dès que possible pour une durée de deux ans.

- **Envoyer votre candidature à :** Handicap International, Centre de recrutement, 14 avenue Berthelot 69361 Lyon Cedex 07, France, sous la référence : VBJ/hydrau-Éthiopie. E-mail : [accueilrh@handicap-international.org](mailto:accueilrh@handicap-international.org) (indiquez votre adresse postale).

**Un(e) responsable de volet hydraulique pour le Laos**

**Fonctions :** En appui au responsable du volet qui a pour objectif général le renforcement des capacités locales d'expertise et d'entretien, vous aurez à : mettre en place soixante nouveaux points d'eau potable (tranchées ou forages) ; maintenir les points déjà existant ; assurer la maintenance des ouvrages ; la planification et le suivi des actions ; soutenir la gestion et le management du représentant mobile HI/ANS dans les districts ; définir les activités prioritaires ; élaborer la méthodologie d'approche et les outils de suivi et de gestion ; assurer la planification ; rédiger des rapports.

**Contraintes liées au poste :** Déplacements réguliers dans les districts (affectation au chef lieu de la province). Communautés bénéficiaires au sein de zones aux conditions sanitaires difficiles.

**Profil :** Formation supérieure en Génie civil ou rural et/ou hydraulique. Expériences en techniques de construction de points d'eau (forages, puits et autres). Capacité de former des techniciens du partenaire qui sont eux chargés de former les techniciens d'entretien au niveau villageois. Compétences en gestion de chantiers, d'ouvrages et en modalités de gestion (technique, financière). Capacités d'intervention et d'adaptation en milieu rural traditionnel.

**Langues :** Anglais courant indispensable.

**Statut :** Volontaire ou salarié de la Solidarité internationale, selon l'expérience de la Solidarité internationale.

**Lieu et durée de la mission :** Savannakhet, 12 mois. **Poste à pourvoir** en janvier 2003.

- **Envoyer votre candidature à :** Handicap International, Centre de recrutement, 14 av. Berthelot 69361 Lyon Cedex 07, France. E-mail : [accueilrh@handicap-international.org](mailto:accueilrh@handicap-international.org) (indiquez votre adresse postale).

## INFO ORGANISMES

## Glob'Actions : la force d'un groupe humanitaire

**G**lob'Actions rassemble huit associations humanitaires aux compétences complémentaires :

- **Agir abcd** : l'association rassemble près de 3 000 retraités dans tous les secteurs d'activité ;
- **Aquassistance** : spécialisé dans la gestion de l'eau et l'assainissement ;
- **Aviation sans frontières** : spécialisé dans la logistique aérienne ;
- **le Comité d'aide médicale** : ONG généraliste de la santé ;
- **le Corps mondial de secours** : spécialisé dans le sauvetage déblaiement et la formation de techniciens de catastrophe ;
- **la Plateforme d'insertion par l'humanitaire et la coopération** : association de formation à la citoyenneté et à la logistique humanitaire. Elle accueille également la base logistique de l'Équipe mobile d'urgence de Glob'Actions ;
- **Radiologie sans frontières** : spécialisé dans l'installation et la maintenance de matériel de radiologie et la formation du personnel pour la manipulation et la maintenance ;
- **Urgence Eau** : spécialisé dans la gestion de l'eau.

Ce concept permet une meilleure réponse aux besoins identifiés en réalisant des programmes pluridisciplinaires de l'urgence au développement. « Cette bonne connaissance mutuelle entre nos associations permet d'accroître l'efficacité et la qualité du travail tant au siège que sur le terrain. Cette cohérence est aussi appréciée des partenaires institutionnels car notre démarche simplifie la gestion d'opérations complexes » explique Jacques Duplessy, son président.

Pour répondre aux situations de crise (catastrophe naturelle ou causée par l'homme), ces associations ont aussi mutualisé des moyens et créé une Équipe mobile d'urgence (Ému) pluridisciplinaire : sauvetage déblaiement, approvisionnement en eau et assainissement, santé, hébergement temporaire et logistique. Le personnel de l'Ému est mobilisable en 72 heures. Environ 20 tonnes de matériel (lot sauvetage déblaiement, stations de traitement pour l'eau, hôpital de campagne, produits de première nécessité, etc.) sont pré-positionnés au sein d'une base logistique.

Les membres de Glob'Actions sont intervenus ensemble sur de nombreuses catastrophes : Albanie (prise en charge des réfugiés Kosovars), Turquie, Kosovo, Salvador, Inde (tremblements de terre), France (catastrophe industrielle de Toulouse), Algérie (inondations).

« Glob'Actions rassemble un nombre limité d'associations. L'objectif est que chaque membre apporte une valeur ajoutée pour le groupe et qu'il y ait un réel désir d'un travail commun. Il faut une volonté forte de chacune des associations, témoigne Jacques Duplessy, pour qu'il y ait non seulement un partage d'information et de savoir-faire mais aussi élaboration de stratégies communes. Notre groupe n'est pas fermé. Nous souhaiterions par exemple accueillir une association spécialisée dans les micro-projets de développement économique. Nous réfléchissons aussi à l'accueil d'ONG du Sud. »

**Contact** : Glob'Actions, BP 28, 93800 Épinay-sur-Seine, France.  
Tél. : 33 (0)1 41 68 15 20. E-mail : jacques.duplessy@cam-fr.org.  
Site Web : www.globactions.asso.fr



## Programme Solidarité Eau

32 rue Le Peletier  
75009 Paris  
tél. : 33 (0)1 53 34 91 20  
fax : 33 (0)1 53 34 91 21  
e-mail : pseau@pseau.org  
internet : www.pseau.org

## La Lettre du pS-Eau n° 41

Responsable de la rédaction :  
Pierre-Marie Grondin

Coordinateur de publication :  
Guillaume Aubourg

Ont participé à ce numéro :  
Guillaume Aubourg  
Christophe Brossé  
Patrice Burger  
Olivia Dabbous  
Jacques Duplessy  
Pierre-Marie Grondin  
Mathieu Le Corre  
Christophe Le Jallé  
Antoine Malafosse  
Karim Sawadogo  
Michel Taquet

Photo de couverture :  
Idrissa Guiro

Conception graphique :  
Solange Münzer

Mise en page : Hélène Gay

DUMAS Imprimeur  
42100 Saint-Étienne  
D.L. : juin 2002  
N° d'imprimeur :